

## Portrait de M. Darmanin en pompier pyromane

Indifférent aux fanfaronnades officielles, un tueur assassine le gangster Hamza Dj. devant un hôpital parisien. Un vrai pro : cinq balles dans la tête puis départ en scooter, tranquille comme Baptiste. Peu après, rebelote à Pantin (en prime, une fillette gravement blessée).

Futiles coups-de-poing, rodomontades et saupoudrages de CRS, en mode je déshabille Pierre pour habiller Paul : M. Darmanin et son équipe cavalent partout, vitupèrent à défaut d'empêcher et finalement, incendient un quartier après l'autre de la France entière.

Quartier... Incendie ? Foin des abstractions, soyons concret.

Voici le coupe-gorge du Banlay à Nevers. Du 30 mars au 8 avril, émeutes nocturnes en continu. À Nevers ? Oui, comme à Alençon, Thionville, etc., jadis si calmes. Pourquoi ? Depuis 2015, nos gouvernants croient camoufler la pression migratoire en la ventilant dans la France profonde, par petits paquets. Résultat, des émeutes partout.

Retour à Nevers, quartier du Banlay : véhicules incendiés, policiers attaqués, cent mortiers d'artifices tirés chaque nuit (*qui paie ?*). Face à vingt voyous, une puissance publique désarmée. Écoutons-la. Le préfet veut désormais "Ne plus rien laisser passer". Décodeur : après un demi-siècle de laxisme. La procureur-fantômette "Les forces de l'ordre doivent avoir une réponse adaptée". Décodeur : je refile la patate chaude aux flics. Le maire enfin : "L'État de droit doit régner". Décodeur : c'est le foutoir et je n'y peux rien.

"Politique de la ville" : restaurera-t-elle le fameux "vivre ensemble" à Nevers ? Jugeons-en : 100 000 euros investis voici peu dans un "poulailler collectif" et un "parc de cueillette".

Ainsi de suite, les dix premiers jours d'avril 2021, à Angoulême, Carcassonne, Grenoble & alentours, Montpellier, Saint Raphaël, région Lyonnaise, Essonne et Val d'Oise, Évreux, Toulouse, Creil, Saint-Nazaire, Rennes, Tours, etc.

[*Fact-checkers* soucieux de détails, bienvenue !].

Sur le terrain, les élus et sous-fifres de MM. Darmanin et Dupont-Moretti titubent entre bravades, bluff et constat d'impuissance. À Bordeaux-Lormont, la meute de voyous course les policiers hors de "son" fief. Un policier local : "Une tendance forte depuis des mois... Une sorte de guerre de territoire".

Trois jeunes morts en un trimestre dans l'Essonne, par guerres de gangs. En 2020, 186 batailles entre bandes en Île-de-France (une tous les deux jours). Les braquages à domicile (comme celui subi par B. Tapie) ? 2 par jour en 2020 à Paris et petite couronne (92-93-94).

Autre preuve de ce que M. Darmanin parle dans le vide : il dissout récemment les "Loups Gris" turcs, mais ensuite, ces bien vivaces "dissous" lynchent les occupants d'un local kurde de Lyon (eux-mêmes inféodés à un groupe terroriste interdit dans l'Union européenne). Pourquoi se gêner ? En Europe, le chien répressif n'a pas de dents...

Des anarchistes sabotent ou incendient 174 équipements de télécom en 2020, sans émouvoir M. Dupont-Moretti ni son ministère. 300 de ces attentats forcément *politiques* en 3 ans, nulle qualification terroriste en vue. Les arrestations ? Moins de 30. Les condamnations dissuasives pour ces crimes ? Aucune.

Donc, M. Darmanin n'y arrive pas.

Deux motifs à cela.

Souvent illettrés, les racailles et nomades criminalisés ont des avocats et regardent la télé. Ils ont vu le candidat Macron promettre pour son quinquennat 15 000 places de prison (leur seule hantise), on en aura 7 000... aux calendes 2022-2024. Ils savent aussi avoir un copain à la Justice (applaudi dans les prisons, pas par les gardiens) : sont-ils arrêtés par hasard, ils sortent vite, *mashaAllah* ! Imaginons qu'ils restent en prison, Macron *regnante*, une loi après l'autre leur y assure la quiétude. Le 9 avril encore, au *Journal officiel*, la Loi 2021-403 garantit "le droit au respect de la dignité en détention".

Second motif. Seul allié réel de l'activiste M. Darmanin : la presse "d'information", danseuse de milliardaires Macron-compatibles. Des médias désormais discrédités. (fin 2020, derniers sondages) : "J'ai confiance dans les médias", 22% des Français ; "tout à fait" ? 2% ; "Pas du tout confiance" ? 32%. Aussi : "il faudrait qu'il soit plus question de sécurité dans le débat public" : plus 88%, dont "beaucoup plus" 38%.

Car l'opinion veut s'informer sur ce réel criminel, hystériquement occulté par des journalistes-*antifa* si aimables envers les bandits. Voici peu, trépasse aux États-Unis un voyou-rappeur-toxicomane, dont le grand *tube* s'intitule (*soyons pudiques*) "Je vais te la mettre bien profond". Pour la presse américaine, l'homme meurt d'une surdose de stupéfiants. Or nos "médias d'information" évoquent une "crise cardiaque".

Jusqu'à quand ce branlant attelage fera-t-il illusion ? Voilà la vraie question. ■